

fieldfisher

Déchets du bâtiment :

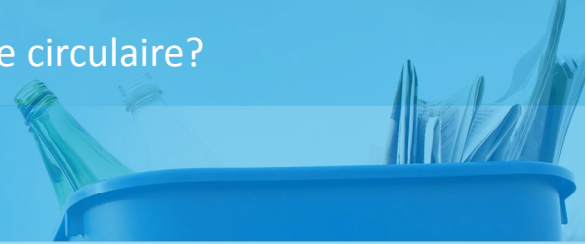
Le droit facilitateur de l'économie circulaire?



19 juin 2019

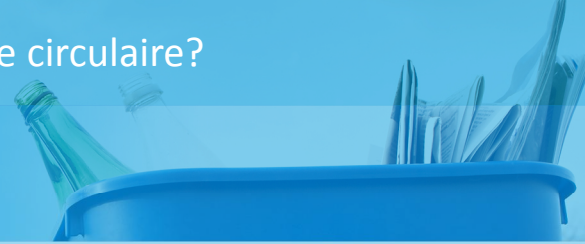
Belgium | China | France | Germany | Italy | Luxembourg | Netherlands | Spain | UK | US (Silicon Valley) | [fieldfisher.com](https://www.fieldfisher.com)

Introduction : quelques chiffres



- 227 Mt (UNICEM mai 2019) soit environ 70% du volume total de déchets produits en France
 - 75% d'inertes
 - 23% de déchets non dangereux
 - 2% de déchets dangereux
- Objectif LTECV d'août 2015 : « Valoriser sous forme de matière 70 % des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics en 2020 »

Introduction : quelques réalités



- Un marché dépendant du contexte économique
 - Un fort potentiel de valorisation et de préservation des ressources
 - Des déchets hétérogènes issus de :
 - Démolition/déconstruction mais aussi réhabilitation et construction
 - Structure mais aussi « second œuvre » (une vingtaine de catégories)
 - Mais encore terres excavées et sédiments (non dangereux et dangereux, objets d'un projet d'arrêté de sortie du statut de déchet), amiante et équipements de protection amiantés...
- ⇒ Une multitude de réalité et d'enjeux

1. Optimiser le tri

- Premier enjeu pour améliorer le taux de valorisation et faciliter l'économie circulaire = fournir un cadre réglementaire léger et pratique permettant d'optimiser le tri
 - **Dispositif existant** (depuis 2011) = articles R.511-43 s. CCH + AM 19 déc. 2011 + CERFA n° 114498*01
 - Démolition >1000m² SHOB ou activité agricole/industrielle/commerciale
 - Diagnostiqueur indépendant = sans lien avec le maître d'ouvrage ni une autre entreprise « susceptible d'effectuer » tout ou partie de la démolition
 - Identifier les possibilités de « réemploi* sur le site » ou à défaut les filières de valorisation voire d'élimination
- * Rappels sur la notion de réemploi**
- = porte sur un non-déchet utilisé pour un usage identique (art.L.541-1-1 CEnv.) et sur site**
- ≠ réutilisation, préparation à la réutilisation, recyclage, valorisation (opérations portant toutes sur des déchets)**
- ⇒ Distinction importante en termes de responsabilité (lourde en matière de déchets : canalisée en premier lieu sur le producteur de déchets, jusqu'à « valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers » (art.L.541-2 CEnv.)**
- PAS DE SANCTION

1. Optimiser le tri

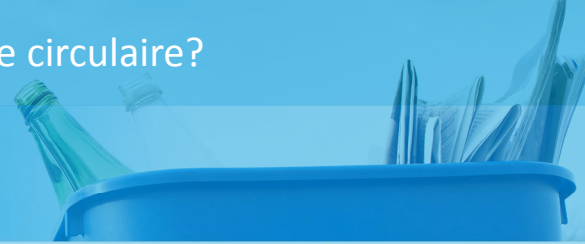
- **Projet de loi économie circulaire** :

Constat = « Ce diagnostic est actuellement **largement sous-utilisé** : **seulement 5 à 10 %** des opérations de déconstruction obligées ont fait l'objet de ce diagnostic. Il ne concerne que les opérations de **déconstruction**, alors que les opérations de **réhabilitation** sont également nombreuses et génératrices de volumes importants de déchets ».

Projet = Nouveaux articles L.110-10-4 s. CCH :

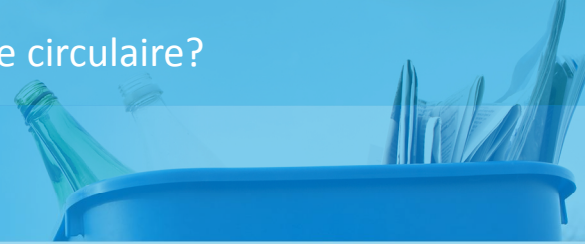
- **Obligation** du maître d'ouvrage de procéder au diagnostic
- Indépendance du diagnostiqueur renforcée = aucun lien de nature capitalistique, juridique ou « commerciale »... mais sur la même opération et avec une entreprise effectuant tout ou partie de la démolition (le maître d'ouvrage n'est plus visé)
- **SANCTIO = 45.000 €** (article L.152-4 CCH)
- Renvoi à décret ⇒ dispositif existant sera à mettre à jour

2. REPrise gratuite



- Deuxième enjeu pour améliorer le taux de valorisation et faciliter l'économie circulaire = optimiser la collecte ⇒ piste d'une filière REP déjà évoquée en 2010 (Grenelle) mais abandonnée du fait notamment de sa complexité et de son coût
- LTECV août 2015 introduisant l'article L.541-10-9 CEnv. : « A compter du 1er janvier 2017, tout **distributeur de matériaux, produits et équipements de construction** à destination des **professionnels** s'organise, en lien avec les pouvoirs publics et les collectivités compétentes, pour reprendre, sur ses sites de distribution **ou à proximité** de ceux-ci, les déchets issus des **mêmes types** de matériaux, produits et équipements de construction à destination des professionnels, qu'il vend ».

2. REPrise gratuite



- **Dispositif existant** = Dans le chapitre des REP mais pas tout à fait une REP :
 - Vise les **distributeurs**, et non les producteurs
 - De matériaux, produits « et **équipements** » (large)
 - A destination **uniquement des professionnels** (conduit à exclure les grandes surfaces de bricolage à distribution « mixte »)
 - Obligation de **s'organiser** pour reprendre (et non « pourvoir » ou « contribuer »), « **en lien avec les pouvoirs publics** et les collectivités compétentes »
 - Reprise de tous déchets « issus des mêmes types de matériaux, produits et équipements », **sans limitation de volume** (par ex. distribué ou mis sur le marché l'année précédente)
 - Reprise sur les sites de distribution « ou à proximité », dans un rayon maximal de 10km (Décret n° 2016-288 introduisant les art.543-288 s. CEnv.)
- Rapport Vernier (mars 2018) = en faveur d'une « vraie » REP « assortie d'une éco-contribution sur les producteurs et distributeurs qui permettrait de financer le diagnostic préalable (...), le bon tri, la reprise gratuite des matériaux, leur bonne destination vers filières adaptées, et leur traçabilité »

2. REPrise gratuite

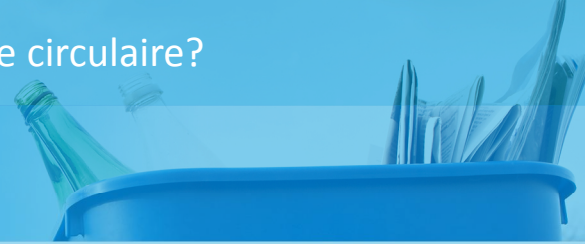
- Projet de loi économie circulaire :

Constat = « les déchets de construction atteignent plus de 42 millions de tonnes par an et les marges de progrès sont significatives car ils sont valorisés ou réutilisés à 46 % ».

Projet = Nouvel article L.540-10-1, 4° :

- Dans la liste des REP à mettre en place par les **producteurs**
- Doit être opérationnelle à compter du **1^{er} janvier 2022**
- Déchets de construction/démolition issus de produits ou matériaux du bâtiment (a priori pas les « équipements »)
- Destinés aux professionnels **ou aux ménages**
- Toujours sans limitation de volume

2. REPrise gratuite



- MAIS UNE ALTERNATIVE À LA REP EST POSSIBLE en cas de « **système équivalent** de prévention, de collecte et de traitement » permettant la reprise des déchets :
 - [1] **sans frais** ⇒ peu réaliste pour l'intégralité des déchets (cf. hétérogénéité) ; peu pertinent pour les déchets ayant de la valeur (étude en cours par la profession)
 - [2] **en tout point du territoire** national ⇒ problématique légitime de maillage du territoire mais à coordonner avec les pouvoirs publics et collectivités (adapter les documents d'urbanisme?)
 - [3] lorsqu'ils font l'objet d'une **collecte séparée** ⇒ qui est responsable de cette collecte? peut-on faire autrement qu'impliquer l'ensemble des acteurs? définition réglementaire de la collecte séparée à adapter pour ce flux? (voir définition réglementaire de la collecte ramassage selon art.L.541-1-1 CEnv.)

Faciliter et non entraver

- Mobilisation de la profession :
 - Guides techniques
 - ECV en cours de renouvellement
 - Suivi des multiples évolutions réglementaires (PNPGD, projet de loi économie circulaire, projet d'arrêté SSD terres, ordonnances de transposition notamment directive 2018/851...)
 - Etude sur la faisabilité d'une reprise gratuite (alternative à la REP)
 - Adapter certaines définitions réglementaires ? (réemploi, collecte, etc.)
- ⇒ Enjeux de pragmatisme et simplification v. emballage réglementaire et chevauchement des outils réglementaires, techniques et économiques



Merci de votre attention



Marie-Léonie Vergnerie

Avocat au Barreau de Paris

Partner | Associée

T: +33 (0) 170 378 131

M: +33 (0) 623 363 199

E: mlv@fieldfisher.com